

COMMUNAUTE de COMMUNES COMMERCE VOI
CONSEIL COMMUNAUTAIRE du 29 SEPTEMBRE 2022

Envoyé en préfecture le 04/10/2022

Reçu en préfecture le 05/10/2022

Affiché le

ID : 055-200066157-20220929-86_2022-DE

Objet : Médiation Euville/Sorcy - Accord transactionnel sur la date d'intégration des bâtiments et le montant du remboursement des frais de fonctionnement

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-neuf septembre, à vingt heures trente, les Délégués des communes adhérentes à la Communauté de Communes Commerce Void Vaucouleurs, convoqués le vingt-trois septembre deux mille vingt-deux, selon les règles édictées par le Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis à VAUCOULEURS

Etaient présents : **Boncourt-sur-Meuse** : LARDÉ Philippe ; **Boviolles** : LIGIER Jean-Pierre ; **Brixey-aux-Chanoines** : TRAMBLOY Jean-Marie ; **Burey-en-Vaux** : CAUMIREY Dominique ; **Burey-La-Côte** : LANGARD Jean-Michel ; **Chalaines** : KERCRET Brigitte ; **Champougny** : VINCENT Éric ; **Chonville-Malaumont** : LANTERNE Bruno ; **Commercy** : LEFEVRE Jérôme, BARREY Patrick, MARCHAND Martine, REYRE Benoit, THIRIOT Elise ; **Cousances les Triconville** : BIZARD Michel ; **Dagonville** : WENTZ Dominique ; **Epiez-sur-Meuse** : ANTOINE Fabienne ; **Erneville-Aux-Bois** : FOURNIER Catherine ; **Euville** : FERIOLI Alain, GIRON Marcel, HERY Joël, SOLTANI Denis ; **Goussaincourt** : BISSINGER Michel ; **Laneuville-au-Rupt** : FURLAN Jacques ; **Lérrouville** : PORTEU Brigitte ; HUMBERT Jean-Claude ; **Marson-sur-Barboure** : PETITJEAN Joël ; **Mécrin** : MOUSTY Michel ; **Mélny-le-Grand** : WAGNER Dominique ; **Mélny-le-Petit** : DUVAL Didier ; **Montbras** : MAGRON Philippe ; **Naives-En-Blois** : VAUTHIER Daniel ; **Nançois-Le-Grand** : ORBION Mathieu suppléant de SCHMITT Robert ; **Neuville-les-Vaucouleurs** : JACOB Bernard suppléant de TIRLICIEN Alain ; **Pagny-la-Blanche-Côte** : ROUVENACH Daniel ; **Pagny-sur-Meuse** : MAGNETTE Jean-Marc, PAGLIARI Armand ; **Reffroy** : LECLERC Francis ; **Saint-Aubin-sur-Aire** : BEAUSEIGNEUR Hugues ; **Saint-Germain-sur-Meuse** : POTIER Rémi ; **Saulvaux** : ETIENNE Gilles ; **Sauvigny** : BONAFINI Monique suppléante de HENRY Jean Luc ; **Sepvigny** : MARCHAND Éric ; **Sorcy-Saint-Martin** : MARTIN Franck, KOUDLANSKY Sophie ; **Taillancourt** : MAZELIN François ; **Troussey** : GUILLAUME Alain ; **Ugny-sur-Meuse** : FIGEL Régis ; **Vadonville** : AGULLO Anthony ; **Vaucouleurs** : GEOFFROY Alain, HOCQUART Clothilde, FAVE Francis, DI RISIO Ghislaine, GUERILLOT Virginie ; **Void-Vacon** : JOUANNEAU Olivier, ROCHON Sylvie, THIRY Nathalie ; **Willeroncourt** : LAFROGNE Nicolas

Absents : **Bovée-sur-Barboure** : LEROUX Dominique ; **Broussey en Blois** : BELMONT Stéphanie ; **Commercy** : CAHU Gérald, DELAMARCHE Carole, GENIN Jessica, GENART Angélique, GUCKERT Olivier, KIEFFER Sandrine, LEMOINE Olivier, ROCHAT Philippe, SACCHIERO Laetitia ; **Grimaucourt-Près-Sampigny** : FILLION Jean-Charles ; **Lérrouville** : VIZOT Alain ; **Maxey-sur-Vaise** : CARDOT Julien ; **Ménil-La-Horgne** : KAISER Claude ; **Montigny-les-Vaucouleurs** : NAJOTTE Sylvie ; **Nançois-Le-Grand** : SCHMITT Robert ; **Neuville-les-Vaucouleurs** : TIRLICIEN Alain ; **Ourches-sur-Meuse** : GUILLAUME Jean-Louis ; **Pont-sur-Meuse** : GRUYER Reynald ; **Rigny-la-Salle** : LOUIS Séverine ; **Rigny-Saint-Martin** : POIRSON Éliane ; **Sauvigny** : HENRY Jean Luc ; **Sauvoy** : MASSON Sophie ; **Vignot** : MILLOT Nicolas, SINAMA POUJOLLE David, LECLERC Madeleine ; **Villeroy-sur-Méholle** : LAURENT Eddy ; **Void-Vacon** : GAUCHER Alain

Pouvoirs ont été donnés à :

Jean-Claude HUMBERT d'Alain VIZOT, Benoît REYRE de Sandrine KIEFFER, Sylvie ROCHON d'Alain GAUCHER, Jérôme LEFEVRE de Philippe ROCHAT, Clothilde HOCQUART de Séverine LOUIS, Denis SOLTANI de SINAMA POUJOLLE David, Alain FERIOLI de Nicolas MILLOT, Joël HERY de Madeleine LECLERC

Secrétaire de séance : FURLAN Jacques

Nombre de membres en exercice : 83

Nombre de membres présents : 57

Nombre de pouvoirs : 8

Nombre de suffrages exprimés : 50

VOTES : Pour : 46 - Contre : 4 – Abstention : 15

Objet : Médiation Euville/Sorcy - Accord transactionnel sur la date d'intégration des bâtiments et le montant du remboursement des frais de fonctionnement

Envoyé en préfecture le 04/10/2022
Reçu en préfecture le 05/10/2022
Affiché le
ID : 055-200066157-20220929-86_2022-DE

29/09/2022 Délibération n°86-2022

Après différents échanges et réunions, par une requête n°22000083 enregistrée le 12 janvier 2022 au tribunal administratif de Nancy, les communes de Sorcy-Saint-Martin et d'Euville ont sollicité notamment :

- qu'il soit enjoint à la Communauté de communes de Commercy-Void-Vaucouleurs :
 - de procéder à la mise à sa disposition de droit des groupes scolaires des communes de Sorcy-Saint-Martin et d'Euville compte tenu de l'exercice par la communauté de la compétence scolaire ;
 - de prendre une décision dans le sens d'une intégration des bâtiments scolaires des communes requérantes à l'intérêt communautaire de la compétence construction et fonctionnement d'équipement de l'enseignement préélémentaire et élémentaire ;
- que la Communauté de communes de Commercy-Void-Vaucouleurs soit condamnée à rembourser à la commune de Sorcy-Saint-Martin 299.441,67 euros au titre des deux emprunts en cours et 87.376,22 euros au titre des charges de fonctionnement, et à la commune d'Euville 137.499,30 euros au titre des deux emprunts en cours et 187.678,09 euros au titre des charges de fonctionnement, sommes acquittées par elles depuis le 20 septembre 2017 ;

A l'appui de leur requête, les communes ont soutenu que la CC CVV exerce la compétence scolaire et qu'à ce titre, elle doit prendre à sa charge, depuis le 20 septembre 2017 au plus tôt ou le 1^{er} août 2018 au plus tard, l'intégralité des frais liés aux bâtiments scolaires des deux communes sans que la notion d'intérêt communautaire desdits bâtiments ne puissent interférer (notamment les emprunts liés à ces bâtiments et tous les frais de fonctionnement passés laissés à la charge des communes et l'intégralité des frais fonctionnement futurs).

La CC CVV a fait valoir en défense qu'elle n'exerce pas la compétence scolaire et qu'elle se contente d'exercer la compétence bâtiment scolaire. Qu'à ce titre, les bâtiments scolaires des deux communes n'ayant pas été reconnus d'intérêt communautaire, aucune injonction d'intégration ne peut prospérer et aucune somme ne peut être réclamée par les communes.

Les collectivités ont donné leur accord pour l'organisation d'une médiation avant que le tribunal administratif ne statue sur les demandes communes. Cette médiation avait pour objectif que les parties se rapprochent pour tenter de régler amiablement leur différend et trouvent une solution transactionnelle favorable à chacune d'elles.

A la suite d'une première réunion de médiation du 25 avril 2022, les élus communautaires ont validé de définir d'intérêt communautaire les bâtiments scolaires de Sorcy-Saint-Martin et Euville à compter du 1^{er} janvier 2026.

Par un courrier du 30 juin 2022, les communes ont proposé l'intégration des bâtiments scolaires à compter du 1^{er} janvier 2024 et une diminution substantielle des sommes sollicitées dans l'instance précitée.

Lors de la deuxième réunion de médiation du 6 juillet 2022, dans le but de conclure un accord amiable et d'éviter le contentieux et ce, dans une logique d'équité et d'égalité de traitement, les personnes présentes sont parvenues à un consensus (pré-accord préalable à la conclusion d'un protocole transactionnel).

Les représentants des communes d'Euville et de Sorcy-St-Martin et de la CC CVV, par le biais du pré-accord, se sont engagés à présenter au plus tard en octobre 2022 et à défendre devant leurs conseils, la proposition suivante :

- Définition de l'intérêt communautaire des bâtiments scolaires de Sorcy Saint Martin et d'Euville à compter du 1er janvier 2026 ;
- Prise en charge par la CC CVV des 50% restants des dépenses de fonctionnement en eau, électricité, énergie, et vérification/maintenance annuelle et maintenance réglementaires des bâtiments (extincteurs, BAES, vérification électrique, maintenance chaudière) à compter du 1^{er} août 2018 jusqu'au 1^{er} janvier 2026.

Envoyé en préfecture le 04/10/2022
Reçu en préfecture le 05/10/2022
Affiché le
ID : 055-200066157-20220929-86_2022-DE

Ainsi, il est proposé au conseil communautaire de valider cette proposition

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à la majorité (4 contre – 15 abstentions),

Vu la requête n°22000083 des communes de Sorcy Saint Martin et d'Euville enregistrée le 12 janvier 2022 au tribunal administratif de Nancy,

Vu le pré-accord accord préalable à la conclusion d'un protocole transactionnel)

- **DEFINIT**

- d'intérêt communautaire les bâtiments scolaires de Sorcy Saint Martin à compter du 1er janvier 2026 sous réserve de l'approbation par le Conseil Municipal du pré-accord préalable à la conclusion d'un protocole transactionnel
 - d'intérêt communautaire les bâtiments scolaires d'Euville à compter du 1er janvier 2026 sous réserve de l'approbation par le Conseil Municipal du pré-accord préalable à la conclusion d'un protocole transactionnel
- **ACCEPTE** la prise en charge par la CC CVV des 50% restants des dépenses de fonctionnement en eau, électricité, énergie, et vérification/maintenance annuelle et maintenances réglementaires des bâtiments (extincteurs, BAES, vérification électrique, maintenance chaudière) à compter du 1^{er} août 2018 jusqu'au 1^{er} janvier 2026 pour Sorcy Saint Martin sous réserve de l'approbation par le Conseil Municipal du pré-accord préalable à la conclusion d'un protocole transactionnel.
- **ACCEPTE** la prise en charge par la CC CVV des 50% restants des dépenses de fonctionnement en eau, électricité, énergie, et vérification/maintenance annuelle et maintenances réglementaires des bâtiments (extincteurs, BAES, vérification électrique, maintenance chaudière) à compter du 1^{er} août 2018 jusqu'au 1^{er} janvier 2026 pour Euville sous réserve de l'approbation par le Conseil Municipal du pré-accord préalable à la conclusion d'un protocole transactionnel.
- **AUTORISE** le Président à signer le protocole transactionnel ainsi que tout document relatif à ce dossier.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdit.

Pour extrait conforme et attestation du caractère exécutoire.

Le Président

Francis LECLERC



Date de convocation : 23/09/2022

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.